

INFORMATION

LA LONGUE MARCHÉ DE L'AGRICULTURE AVEYRONNAISE

A partir d'un document : la longue marche de l'agriculture : Chambre d'Agriculture de l'Aveyron 1991

Gilbert SERIEYS

L'évolution de l'agriculture, comme celle de la société en général, a toujours été faite d'une succession de périodes de difficultés, de crises et de périodes de progrès.

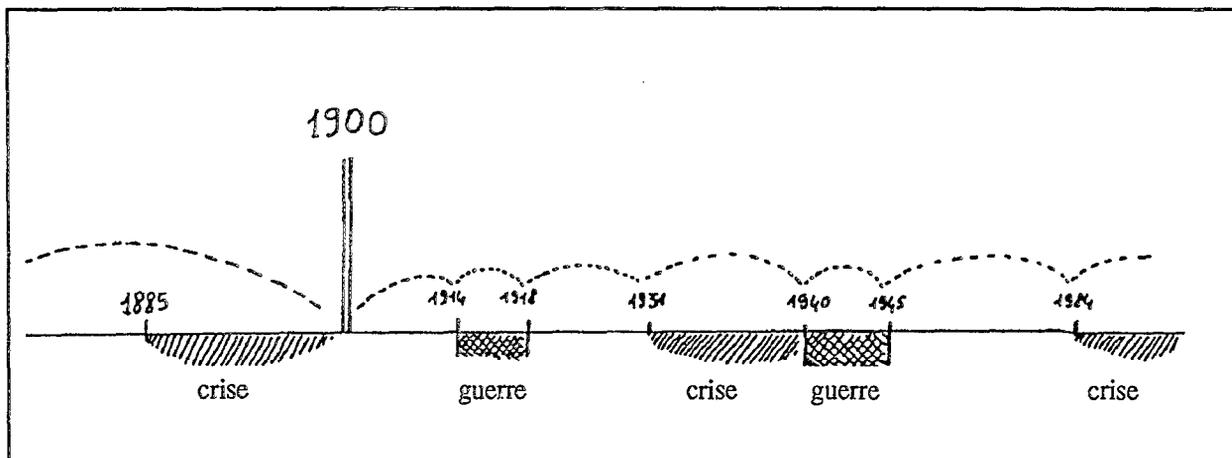
Le développement est toujours le résultat de changements induits par l'environnement, par l'extérieur et des changements qui résultent de la volonté, du travail, de l'action des hommes. Ce sont les plus importants : ils sont déterminants.

Depuis la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle, les étapes de l'évolution de l'agriculture sont nettement marquées par les successions de périodes de progrès et de crises.

La diffusion de l'éducation, les progrès techniques de l'industrie, des moyens de communication et en conséquence des échanges, les guerres, ont entraîné depuis cette période, une évolution du rythme des changements d'abord lente jusqu'en 1940, fortement accélérée après 1945.

Ainsi en Aveyron, depuis un peu plus d'un siècle, on peut représenter les différentes étapes du développement par un schéma linéaire (Fig. 1)

Fig. 1 — Etapes du développement en Ségala et en Aveyron



Avant 1885.

Un fort accroissement de la population fait passer celle-ci, en Aveyron, de 332 000 habitants en 1806, à 371 000 en 1836 et à 416 000 en 1886.

Sous l'influence de l'extension des cultures, des quelques progrès réalisés, des efforts de la Société d'Agriculture, on enregistre une augmentation de la production.

1885 - 1900.

A cette augmentation s'ajoutent les importations de produits étrangers tels que les blés russes et américains, les laines d'Argentine, d'Australie. Les cours des animaux baissent, le phylloxéra ruine la vigne.

La surproduction relative de produits agricoles sur un marché très étroit et un pouvoir d'achat très faible pour la majorité de la population, conduisent à un effondrement grave des prix agricoles.

C'est la crise qui plonge les paysans dans de profondes difficultés, voire dans la misère, de 1885 à 1895. Les dettes ne peuvent pas être remboursées, de grands domaines se vendent et les trop petites exploitations disparaissent.

Les campagnes réagissent «naturellement» à la crise en émigrant vers le Midi, Paris, l'Argentine ou la Californie.

Les hommes influents de l'époque, c'est-à-dire les notables font accentuer la pression sur les pouvoirs publics pour accentuer la politique protectionniste aux frontières. Sous cette pression le ministre Méline relève les droits de douane.

Dans les dernières années du XX^{ème} siècle le sort du pays s'améliore un peu et l'économie du pays se redresse.

1900 - 1914.

Deux lois, la loi autorisant la création de syndicats de 1884 et la loi du 1^{er} juillet 1901 sur la liberté de création d'associations, vont avoir des conséquences fondamentales pour l'agriculture. Elles vont donner aux paysans le moyen de prendre en main leur évolution. La reprise de l'économie dès la fin du siècle est due aux lois protectionnistes du ministre Méline, mais aussi à une conjoncture mondiale plus favorable.

Dans le Ségala, la culture du blé progresse. L'élevage se développe grâce au trèfle et à la luzerne. La culture de la pomme de terre est un autre atout important. On commence à mieux cultiver les champs (au détriment des landes et châtaigneraies). La mécanisation de l'agriculture fait ses débuts.

Les progrès s'appuient sur un développement des échanges, dû à l'arrivée du chemin de fer.

Cette période voit la naissance de l'organisation économique et sociale de l'agriculture fondée sur les lois précitées de 1884 à 1901.

On assistera à l'émergence du mouvement chrétien social du Plateau Central et aux créations de la rue Pasteur qui prennent appui sur le mouvement socialiste de l'époque.

Si les notables continuent de jouer un rôle important, les «pagès», les nouveaux commerçants prennent du poids. Les curés des paroisses pour le Plateau Central, les instituteurs pour la rue Pasteur, assurent le secrétariat des syndicats et mutuelles et en sont les plus fervents animateurs.

Ainsi, face aux difficultés, des hommes réagissent, quels que soient les obstacles, les blocages de l'époque, les divisions politiques. Ils le font sur le plan technique,

économique ainsi que sur celui de l'organisation professionnelle.

Cette période a été décisive. Elle est à la base des progrès futurs de l'agriculture et de la prise en main de son évolution par les paysans.

1914 - 1918.

Pendant le premier conflit mondial, sur 80 000 hommes incorporés en Aveyron (près d'un cinquième de la population), 15 000 sont tués dont 10 000 paysans. Partout ce sont les femmes qui prennent le relais.

Les bras manquant, la production diminue, les revenus sont très faibles, de sérieuses restrictions se font jour dès 1917. La grippe espagnole frappe le pays.

Mais les organisations restent en place. Le «Plateau Central», lance dès 1917 la création d'une «usine à viande» à Cantarrane, près de Rodez avec 40 ans d'avance ; elle tiendra jusqu'en 1933.

1920 - 1930.

Après le repli, les contraintes de tous ordres dus à la guerre, la volonté de progresser, de s'élever au-dessus de conditions difficiles est manifeste.

Les deux mouvements professionnels («Plateau Central» et «rue Pasteur») ont lancé, avant la guerre, les créations de caisses locales, puis régionales : mutuelles incendie, de secours mutuel, caisses de crédit agricole (la CRCA actuelle a été créée en 1908), syndicats de défense et d'approvisionnement...

Ils vont développer les organismes et les services : création de la coopérative RAGT en 1920, extension de l'assurance mutuelle à la grêle, aux accidents, organismes spécialisés de défense des cultures, de produits agricoles (pomme de terre, fruits, lait de brebis, lait de vache...), multiplication des syndicats locaux («syndicats boutiques»)...

Le nombre des dirigeants, des militants professionnels augmente dans la masse paysanne.

Cette prise en main des problèmes du milieu agricole, de son développement, avance malgré d'énormes difficultés, malgré de fortes oppositions, malgré la routine.

L'ancrage des organisations professionnelles agricoles dans le pays devient irréversible.

Des organismes semi-publics sont créés ainsi l'Office agricole départemental joue un rôle technique et surtout en 1927, la Chambre d'Agriculture répond à la demande de la profession.

Les organismes professionnels, les services agricoles font avec leurs moyens respectifs des efforts de vulgarisation du progrès technique.

La mécanisation, les façons culturales progressent et l'apparition du camion, vers 1925, va entraîner la multiplication des échanges.

Cette période 1920 - 1930 est marquée par une amélioration sensible des conditions de vie par rapport au passé.

Ainsi, à un rythme accéléré bien qu'encore très lent, le développement de l'agriculture est entré dans une phase nouvelle grâce, très largement, aux changements dus à l'action volontariste des hommes.

1931 - 1940.

Cette période est marquée par des difficultés sociales : en effet l'exode continue, les filles partent, les jeunes célibataires sont nombreux dans les campagnes.

Le pays connaît aussi une nouvelle et dure crise économique.

Les augmentations de production sont sensibles (pour le blé par ex. + 13 %). Or les importations de produits étrangers à des prix plus bas augmentent (les pays européens sont aussi en surproduction). Alors les prix intérieurs enregistrent de fortes baisses : - 60 % pour le prix du blé, - 20 à 25 % pour le porc sur le marché national et - 15 % en Aveyron.

Pour le porc, par exemple, la Chambre d'Agriculture émet un vœu significatif de la demande de la profession. Elle constate que la baisse est due, pour une large part, aux importations allemandes de produits dérivés du porc (salaisons, jambons) réalisées grâce à des primes qui constituent un véritable «dumping» ; l'accroissement de la population porcine en Allemagne fait craindre une aggravation de cette politique ; les barrières douanières mises à l'importation de porcs sur pied étant tournées, et les droits d'entrée sur les produits dérivés du porc étant trop faibles, la chambre d'Agriculture demande que les mesures douanières appliquées aux porcs sur pied soient étendues aux produits dérivés.

Cet exemple illustre combien, déjà, les marchés mondiaux pouvaient influencer sur les prix intérieurs, le seul moyen de défense réclamé par la profession étant la protection douanière aux frontières.

Pour le blé, c'est dans ce même contexte de crise que la création de l'Office du blé, permit de redresser rapidement la situation.

Malgré la crise, les progrès techniques continuent lentement, les échanges se développent avec la généralisation des moyens de transport, l'électrification des campagnes se met en place. L'habitat s'améliore peu à peu et l'instruction se généralise. L'enseignement

agricole se développe sous forme de cours post scolaires, d'école d'hiver. Le Chambre d'Agriculture, les pouvoirs publics participent à l'effort de vulgarisation du progrès.

Bien que les difficultés de tous ordres ne les épargnent pas, malgré le manque d'unité professionnelle dû aux clivages politiques, la deuxième guerre mondiale à l'horizon, les organisations professionnelles agricoles continuent leur expansion et leur action. Il faut faire front et préparer l'avenir.

Les journaux : «Le Soc» pour le Plateau Central, «La Terre Rouergate» pour la «Rue Pasteur» font des efforts pour la promotion du progrès technique, de l'organisation professionnelle, l'information des paysans.

Dans les domaines des céréales, des fruits, du lait de vache, des coopératives sont créées.

Le développement des organisations entraîne la montée de nouveaux responsables, plus nombreux, issus du milieu qui prend peu à peu conscience qu'il peut, en s'organisant, agir sur son destin.

Les 40 premières années des organisations paysannes ont été essentielles. Elles ont permis de jeter les bases de la forte construction professionnelle de l'après-guerre.

1940 - 1945.

C'est à nouveau une période noire. Les hommes sont mobilisés beaucoup sont faits prisonniers. De nouveau, comme en 14-18, les femmes sont appelées à faire face, seules, mais l'occupation aggrave la situation.

Face aux difficultés des dizaines de responsables, à tous les niveaux, de tous bords, restent mobilisés pour sauver l'essentiel et préparer l'après-guerre.

C'est parmi ces hommes que se trouveront, dès 1945, ceux qui jetteront les bases de la future organisation professionnelle et prépareront la venue de la nouvelle génération.

1945 - 1984.

L'agriculture va évoluer à un rythme accéléré dès les premières années de l'après-guerre.

Son nouveau visage sera fait de progrès considérables sur les plans de la technique, des productions, de l'habitat, de l'équipement des fermes, des échanges, des moyens financiers, de la formation, de la protection sociale, de la transmission des exploitations à de plus jeunes exploitants...

Pourvoyeur de la nourriture des hommes, l'agriculteur a largement rempli sa mission : dans les années 50 un

agriculteur nourrissait 4 personnes. 20 ans plus tard, il en nourrissait 25. La baisse des prix des produits agricoles se fait au bénéfice des dépenses alimentaires des ménages ; elle exige une augmentation constante de la productivité des exploitations.

La structure de la famille paysanne va se modifier avec la décohabitation.

L'exode va continuer, le nombre d'exploitations va baisser avec les conséquences que l'on sait pour le milieu rural... et le pays.

On peut considérer trois étapes dans l'évolution de l'économie agricole aveyronnaise de 1945 à 1984 :

— de 1945 à 1950-1952 : effacer les conséquences du coup d'arrêt de la guerre.

— de 1950 à 1960 : produire, bien que des difficultés commencent à se faire jour sur les marchés, comme c'est le cas de la viande dès 1952-1953 et qu'en matière de lait de vache l'Aveyron soit lanterne rouge dans Midi-Pyrénées.

— A partir de 1960, conquérir des marchés, même si la recherche de volumes de production reste un objectif important.

Dans ce monde d'après-guerre, en évolution technique et économique rapides, les organisations paysannes ont joué un rôle considérable tant au regard des problèmes économiques que sociaux (Fig. 2).

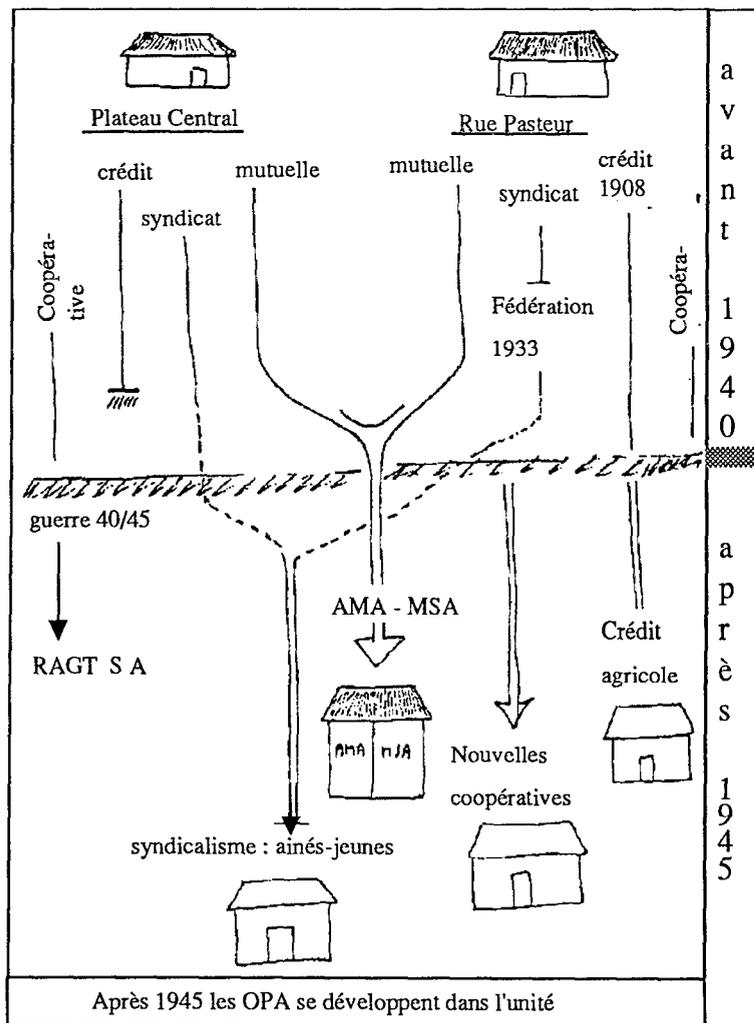
Dès la sortie de la guerre, les divisions antérieures ont disparu ; ce sera un atout essentiel pour la réussite de la construction professionnelle à venir.

La coopérative RAGT, suite à des difficultés créées par la corporation paysanne pendant la guerre, est devenue RAGT SA ; elle gardera un caractère professionnel marqué.

Les mutuelles - événement important - ont dû fusionner : on aura les AMA pour l'assurance des biens, la MSA pour celle des personnes.

Le syndicalisme est devenu unitaire avec bientôt deux branches : aînés et jeunes.

Fig. 2 — Les organisations paysannes après guerre



Une nouvelle génération de coopératives voit le jour et couvre la plupart des secteurs d'activité économique. Le crédit agricole devient l'outil de financement du développement, de nombreux organismes de services se créent (en matière de gestion, de santé animale, de structures, de formation...). La Chambre d'Agriculture est un des principaux acteurs du développement agricole et l'industrie agroalimentaire et le commerce s'adaptent à ce nouveau contexte.

En 1960, deux actions professionnelles vont entraîner dans le département, d'une part, le développement de la production de lait de vache, d'autre part, la création d'une importante organisation régionale du marché de la viande.

Sur le plan économique la marge de développement quantitatif offerte par le marché, les gains considérables de productivité dus au progrès technique, aux efforts des agriculteurs, ont permis à l'agriculture de tenir avec l'appui des aides obtenues, malgré la baisse des prix. Mais les problèmes à résoudre, les difficultés tant économiques que sociales n'en ont pas moins été considérables.

Les organisations professionnelles ont joué ici entre autre un rôle majeur :

- en faveur du vote des lois qui ont apporté aux familles une sécurité jusque là inconnue, une avancée vers la parité : retraite vieillesse, IVD, allocations diverses, assurance maladie et accidents obligatoire...
- en faveur des dispositifs économiques adoptés concernant l'organisation des marchés, les prix, le revenu minimum.

Il faut aussi souligner un des rôles essentiels, trop souvent perdu de vue, des organisations paysannes : elles ont été et sont un creuset irremplaçable de formation d'hommes dont la connaissance concrète, vécue, des problèmes sociaux et économiques en fait -

plus que jamais - les acteurs indispensables de la participation de l'agriculture à la politique agricole.

1984 ...

Les principaux marchés sont arrivés à saturation, la limitation des productions est un fait acquis.

De plus la CEE, a élargi à nos portes les marchés mais contraint la profession à des adaptations souvent difficiles. Les changements dans les pays de l'Est posent de nouveaux problèmes, ceux du Sud ne peuvent laisser indifférent.

Le marché mondial influence fortement sur les politiques agricoles.

La baisse du poids démographique de l'agriculture, la protection de l'environnement, sont des données qui, parmi d'autres, sont à prendre en compte.

Sur le plan personnel l'agriculteur doit être plus que jamais un chef d'entreprise, un gestionnaire. Au-delà des crises, l'agriculture est confrontée à une mutation qu'elle doit gérer et non accepter de subir.

Tout le pays est concerné par l'avenir de l'agriculture : l'Etat, les collectivités, les autres milieux socioprofessionnels avec lesquels nous sommes davantage interdépendants. Mais la construction de son nouveau visage repose d'abord sur les agriculteurs et sur leurs organisations.

L'histoire nous apprend que le développement est le résultat d'une construction permanente et que le progrès est toujours jalonné au fil du temps de crises et d'avancées. Elle nous apprend qu'il a toujours fallu, à la fois, gérer le présent et préparer le futur et que la réussite de toute entreprise dépend de la volonté des hommes, de leur foi, de leur tenacité, de leur capacité d'adaptation aux changements, de leur capacité de bâtisseurs.